

L'idée de profit est le moteur de la société politico-économique et ce moteur est débusqué par la concurrence. Mais la logique mathématique veut qu'à chaque profit corresponde une perte. Un fait que les analystes politico-économiques et leurs théories sous-estiment largement. La société basée sur le fondement politico-économique du profit comptable par la concurrence est donc répartie entre *gagnants*, d'un côté, et *perdants*, de l'autre. Il s'agit du grand *jeu politico-économique de la répartition et du gain* auquel joue volontairement notre société. Le gagnant a un avantage sur les autres et jouit d'un pouvoir de domination politico-économique. C'est précisément ce point qui constitue le maillon faible de notre démocratie et de notre société. Instituer la concurrence comme principe de base d'une société économique, c'est tenter le diable (politico-économiquement parlant). Essayez de faire rimer *société* et *concurrence*. Vous vous apercevrez rapidement que cela est impossible. Et c'est pourtant le choix qu'a fait la plus grande part de l'humanité, plus ou moins consciemment. Résultat : une lutte politico-économique pour la survie. La démission des pouvoirs publics est avérée : ils ne savent répondre au profit arithmétique de la vie économique que par une avalanche de textes de lois et de réglementations aussi confuse que la tour de Babel. En d'autres termes : c'est la bureaucratie contre la bureaucratie. Ceci prouve la grande inefficacité des pouvoirs publics et des entreprises. Et la société de s'activer fébrilement alors qu'elle est dépassée par les événements. Nous fermons les yeux sur les problèmes de plus en plus importants que nous poussons devant nous comme avec un bulldozer. Il s'agit là d'un gaspillage d'énergie incroyable par lequel la société finira tôt ou tard par étouffer. À moins que nous n'acceptions de prendre nos propres responsabilités.

D'où provient cette impuissance de l'administration et des entreprises ? La réponse à cette question est étonnamment simple. Nous nous sommes mis à croire en une réalité n'existant que sur le *papier* : le profit comptable. Nous avons un appétit d'ogre pour le profit *sur papier* et n'avons plus le temps de penser à autre chose, pas même à ses éventuelles conséquences. Car le temps, c'est de l'argent (donc du profit potentiel). Les défis sociaux ont la plupart du temps l'inconvénient d'être, en termes comptables, des facteurs de coûts. Les coûts n'ayant pas, comme on le sait, d'effet particulièrement favorable sur les profits, ils sont donc examinés sous un angle critique et doivent, si possible, être éliminés. En fait, nous faisons disparaître un grand nombre de coûts sociaux sous le tapis, mais ils réapparaissent tôt ou tard sous une forme ou une autre. Après coup, le politique y apporte sa réponse en recourant une fois de plus au très pratique *papier* pour faire paraître un nouvel arsenal de lois et de règlements. Force est de se demander, avec tout le sens critique et